ASSEMBLÉE NATIONALE

5 juin 2018

AVENIR PROFESSIONNEL - (N° 1019)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 335

présenté par

M. Bournazel, M. Leroy, Mme Firmin Le Bodo, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, Mme Sage,
M. Herth, M. Zumkeller, Mme Descamps, M. Meyer Habib, Mme Auconie et M. Guy Bricout

ARTICLE 16

Après l'alinéa 57, insérer l'alinéa suivant :

« 6° D'un collège représentant les établissements de l'enseignement supérieur. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La gouvernance de France Compétences doit logiquement intégrer l'ensemble des acteurs historiques qui travaillent en faveur de l'apprentissage et de la formation tout au long de la vie.

Les instances représentant les établissements d'enseignement supérieur (Conférence des présidents d'université - CPU, Conférence des grandes écoles - CGE et Conférence des Directeurs d'Écoles Françaises d'Ingénieur - CDEFI) développent depuis de nombreuses années des formations de qualité en apprentissage dans le supérieur. Elles permettent aux jeunes de toute origine sociale et géographique d'avoir un accès à des formations d'excellence à un coût financier nul grâce à la voie de l'apprentissage.

Au vu de l'implication essentielle des établissements d'enseignement supérieur dans le développement et la délivrance de formations par la voie de l'apprentissage, il apparaît nécessaire que les représentants des Conférences d'établissements se voient confier un rôle dans la gouvernance de France Compétences.

Le présent amendement propose donc que les Conférences représentant les établissements d'enseignement supérieur soient représentées au sein du conseil d'administration de France Compétences.